

Le développement durable : la grande illusion

Le développement durable vient d'un constat qui a fini par s'imposer : il peut y avoir et il y a inadéquation entre le rythme de production et les contraintes imposées et qu'imposent notre mode de fonctionnement économique à la Nature. Autrement dit, l'activité économique humaine actuelle détruit la planète.

Le phénomène n'est pas tout à fait nouveau : une des hypothèses sérieuses de la disparition des Mayas, il y a un millénaire tiendrait, en grande partie, à la déforestation de leur environnement ce qui montre qu'un tel scénario, dans ce cas très limité, est possible .

L'ETERNEL PROBLEME DE LA CONSCIENCE

Ce n'est pas parce que l'« on sait », que l'« on a compris », que l'on fait. Si c'était le cas, la plupart des problèmes sociaux seraient résolus et depuis longtemps. La réponse simple et logique à un problème social n'est jamais simple et immédiate.

Pourquoi ? Parce qu'il s'agit d'un problème social, produit par l'esprit humain et non par une simple relation technique de « cause à effet ». Parce qu'il s'agit d'un processus historique dans lequel intervient la subjectivité, l'hésitation, le désir, les rapports de pouvoir, bref tout se qui constitue l'humain.

La formation de la conscience, l'évolution de celle-ci nest pas une simple « réaction technique » à des faits. Toute une phase de maturation est nécessaire, phase qui passe le doute, l'espoir, l'hésitation, individuelles mais aussi collectives. Ainsi dans le cas de l'évolution d'un système économique et social, autant son émergence est longue et chaotique, autant son évolution et son issue le sont aussi et de ce fait rendent les prévisions plus qu'aléatoires.

Même celles et ceux qui sont les victimes sociales d'un système ont du mal à se déterminer et à agir pour se sortir de cette situation, c'est dire la complexité du mécanisme de la prise de conscience quand le danger n'apparaît pas directement comme imminent et qu'en plus, on profite de la situation, ce qui est le cas aujourd'hui dans la plupart des pays industriels développés pour ce qui est de l'écologie.

De plus, et ce n'est pas négligeable, dans un système économique, tout est fait pour que les choses restent en l'état : idéologie, action de l'Etat, formation des individus, ce qui fait que toute pensée qui sort du « cadre » imposé passe pour hérétique et utopiste est politiquement condamnée.

UN PRODUIT MIRACLE

Formellement, le principe du « développement durable » est tout à fait séduisant. C'est d'ailleurs cette qualité que ses partisans utilisent à outrance. Il permet « de concilier la croissance économique avec la protection de l'environnement et la cohésion sociale » autant dire un pur produit miracle.

Pour les pays développés, il permet de « concilier » les principes du fonctionnement actuel avec les exigences de la réalité écologique. Tout apparaît ainsi comme une sorte de « dosage raisonnable » dans les actions à entreprendre. Ainsi, la sacro sainte croissance est préservée dans ses principes. Autrement dit rien pratiquement ne change, mais tout s'améliore, ben voyons !

Pour les pays émergents et/ou en développement, leur mode de développement (identique à celui des précédents) n'est pas remis en question, autrement dit, comme dans le cas précédent rien nest pratiquement changé.

Tout est ainsi fait pour considérer, qu'à la limite, la forme du développement n'a rien à voir avec les problèmes de protection de l'environnement, ou si peu.

Le problème c'est que tout cela ne correspond pas à la réalité. Disons le simplement, une telle démarche, une telle conception est une véritable escroquerie morale et politique, doublée d'une aberration économique.

Parler de « développement durable » dans l'abstrait, c'est-à-dire indépendamment de la manière dont le système marchand fonctionne, de ses lois économiques, de ses implications sociales, de ses fondements éthiques, c'est disserter dans le vide, c'est élaborer des modèles idylliques qui n'ont pas la moindre chance de devenir la réalité, de fonder une pratique nouvelle et évidemment de résoudre les problèmes environnementaux qui se posent aujourd'hui.

La précipitation naïve avec laquelle certaines et certains, souvent de bonne foi, adhèrent à l'idée du « développement durable », dénote une méconnaissance affligeante des mécanismes qui régissent les sociétés humaines.

LA FAILLITE DE LA PENSEE POLITIQUE

Le discours sur le « développement durable » fait fi en effet de la réalité du fonctionnement économique marchand. Il fonde son raisonnement sur le fait que le fonctionnement économique ne serait qu'un appareil technique qu'il suffit de « bidouiller » un peu pour améliorer ses résultats. C'est une vision mécaniste de la réalité économique qui préside à une telle conception, à moins qu'il ne s'agisse purement et simplement d'une mystification (hypothèse à ne pas écarter à priori du moins de la part de certains).

La réalité du système marchand, comme de tout système économique, est d'essence sociale. Ce sont les rapports sociaux (c'est-à-dire les rapports qu'entretiennent les individus entre eux dans l'acte de production et de distribution des richesses) qui le font ce qu'il est. C'est donc non seulement les mécanismes techniques du développement qu'il faut réinterroger, mais aussi et surtout ses fondements sociaux, éthiques, bref son sens. Si le système marchand fonctionne de cette manière c'est parce qu'il y a des choix qui ont été faits ce sont ces choix qu'il faut remettre en question. Toute autre démarche est vouée à l'impuissance.

Le concept de « développement durable » évite de poser les questions qui fâchent, qui vont à l'encontre des intérêts des grandes entreprises : quelles sources d'énergie utiliser ? quelle maîtrise des forces productives ? quelle utilisation du progrès technique ? comment répartir la richesse ? qui décide de la production ? que produire ? pour quoi ? pour qui ?...

Poser ces questions essentielles c'est remettre en question le dogme de la propriété des moyens de production, de l'infaillibilité du marché comme moyens d'affecter les ressources et distribuer les richesses, de la croissance pour quoi ? Bref, toutes ces questions qui sont tabou.

Le concept de développement durable permet en fait de retarder le moment au cours duquel il faudra véritablement poser le problème, le vrai. Or, le fonctionnement politique se fait toujours à court terme, considérant l'avenir en terme déternité : « ça a toujours été comme ça, ce sera toujours comme ça », vision puérole et conservatrice qui convient parfaitement aux intérêts du système en place.

Le discours sur le « développement durable » est une escroquerie du même type que le discours sur la « participation ». C'est cette vision naïve qu'il s'agit aujourd'hui de briser. Non pas seulement par le discours, la rhétorique, l'argumentation logique, mais surtout par la pratique, la praxis qui consiste à agir en faisant, en créant des relations sociales nouvelles, fondées sur des principes nouveaux, sur une éthique nouvelle

Patrick Mignard, 2005

La décroissance ? Quelle décroissance ?

Nous avons vu dans «LA CROISSANCE? QUELLE CROISSANCE?» comment se pose la question de la croissance économique dans le système marchand. Comment elle n'est pas une «erreur» de gestion du mode d'existence de ce système, mais l'essence même de son existence. Or, nous savons qu'une telle problématique de fonctionnement n'apporte ni le bonheur, ni l'égalité, ni l'harmonie sociale mais que, de surcroît, elle menace à terme l'équilibre écologique de notre planète dans le court et le long terme.

Faut-il réduire la production de biens et services? Telle est aujourd'hui la question essentielle. La réponse est évidente. Toutes les études et projections montrent que nous sommes entrain non seulement d'empoisonner l'ensemble de l'écosystème, mais de plus nous entamons significativement le patrimoine de survie des générations futures. Au rythme qu'elle a atteint, l'activité humaine cessera dans quelques décennies faute de moyens.

La réponse à cette question, une fois acquise doit trouver son expression concrète dans les décisions à prendre. Là résident toutes les difficultés car, même si nous arrivons à convaincre théoriquement le plus grand nombre, reste la réalisation concrète des changements. Personne n'a évidemment la réponse du «comment faire»... ça ne s'est jamais produit dans l'Histoire. Présenter et envisager un tel changement c'est bouleverser toute la vie sociale et individuelle des citoyens, c'est leur signifier un changement radical de leur mode de vie, de leurs habitudes, de leurs repères, c'est implicitement signifier, c'est du moins, même si c'est faux, en ces termes que se sera perçu, une «régression» par rapport à une vie qui pour eux, est «relativement confortable» ou du moins vécue comme telle. C'est aussi disons le sans détour un questionnement sur la notion de besoin.

LA DIFFICILE QUESTION DES BESOINS

La détermination et la définition des «besoins» est une question difficile car elle renvoie au «sens» du système de production. En effet, chez l'Homme, «produire» n'est pas simplement se procurer des biens en vue de la satisfaction de ses besoins biologiques. C'est bien cela, mais c'est aussi deux choses déterminantes:

- établir des relations sociales, c'est-à-dire déterminer un «mode de relation à l'autre» qui va donner un sens moral, éthique, bref politique à ces relations et qui va réagir en retour sur la manière de produire;

- c'est créer des biens et des services qui vont aller au-delà du simple besoin biologique parce que l'homme exprime des besoins autres que biologiques... disons des «besoins culturels» au sens large.

Cette situation caractérise le comportement humain et l'Histoire, et en particulier celle des deux derniers siècles, montre les dérives possibles engendrées par une telle situation.

Dans un souci, même louable, de retour sinon à la nature, du moins de respect de celle-ci, il serait évidemment absurde de ne s'en tenir qu'à des besoins biologiques. Mais alors se pose un problème: jusqu'où aller dans la définition et la détermination des besoins?

Le système marchand, lui, répond (et répond même pour nous) simplement à cette question: les besoins étant illimités (et en l'absence de tout frein et d'une habile incitation, ils semblent effectivement l'être), le système de production a pour vocation, dans un cadre marchand, de les satisfaire, autrement dit de satisfaire les besoins solvables... et c'est ce qu'il fait... allant même jusqu'à créer de nouveaux besoins pour... pouvoir les satisfaire. On se rend compte que, même si ce système à vocation à satisfaire tous les besoins, son caractère marchand fait que concrètement il ne les satisfait que pour une partie de la population, celle qui peut payer.

Or, à examiner de près le mécanisme des besoins, on constate que nombre d'entre eux sont effectivement des «besoins culturels», c'est dire des besoins dont on peut facilement se passer mais qui ont une grande importance sociale... pour «paraître», ou par habitude, routine, ou du fait de céder aux modes et incitations des fabricants... Tout le problème est de savoir, collectivement, socialement, pas seulement individuellement, prendre du recul par rapport à ces besoins... savoir s'en passer sans vivre cela comme un appauvrissement.

UN PROBLEME DE METHODE

Le danger et l'erreur seraient de poser le problème de la «décroissance», dans les mêmes termes, en les inversant que ceux qui président à la définition de la «croissance». Raisonement qui pourrait se résumer à: la croissance est à bannir, inversons la tendance en décroissant.

Il est évident que le discours sur la décroissance, même s'il est tout à fait juste et convainquant ne «peut pas passer»... voire fait peur. Si chacun reconnaît individuellement sa justesse (et on en est encore loin), chacun à, dans son esprit, toutes les meilleures raisons du monde de «continuer comme avant»... autrement dit de ne rien changer. La meilleure manière de démontrer qu'une pratique est néfaste et absurde est de la remplacer par une autre positive et logique... mais cela ne se fait pas spontanément. Il est évident que si nous présentons en guise d'alternative un modèle social de fonctionnement du genre, en exagérant, «retour à la vie primitive», privations généralisées et autres joyusetés de ce genre... nous ne convaincrions personnes... et heureusement.

Le véritable mécanisme de la prise de conscience en la matière n'est ni l'adhésion spontanée à un discours, ni la culpabilisation, encore moins la contrainte, mais la reconnaissance concrète du bien fondé d'une conception d'organisation sociale. Alors, mais alors seulement on peut enclencher un processus de transformation sociale permettant, par pallier de parvenir à un rythme de production compatible avec l'état de la planète et les besoins humains.

Prenons un exemple simple: la production et la consommation de viande. Si nous disons: «Il est absurde et malsain, diététiquement et écologiquement, de manger de la viande tous les jours... ou d'en avoir potentiellement la possibilité», et donc d'adapter une gestion du cheptel à cette manière de consommer (dont on sait ce que ça donne)... nous avons sur le fond raison. Cela dit, rien ne dit que nous convaincrions, je suis même sûr du contraire. Nous allons passer, dans le meilleur des cas, pour de doux rêveurs, voire, dans le pire, pour de dangereux passésistes qui veulent imposer la pénurie (rien que ça!). Comment opérer pour faire changer les habitudes, en excluant évidemment la solution de la contrainte? Il nous faudra concrètement convaincre, c'est-à-dire non à partir d'un discours, aussi convainquant soit-il, mais en impulsant une pratique qui démontrera concrètement que la pratique nouvelle est non seulement possible mais meilleure que la précédente. Cet exemple n'est pas purement théorique, il s'agit de l'exemple d'une pratique mise en autre dans plusieurs régions, sans concertation, sans coordination, sans médiatisation, simplement mise en œuvre par des producteurs et des consommateurs (qui n'ont rien d'écologistes intégristes et ascètes... au contraire) qui ainsi ont déserté les grands circuits de consommation de viande. Ceci se pratique également pour les légumes.

Tout cela pour expliquer quoi? Deux choses:

- 1- De nouvelles pratiques sont possibles et ce malgré le matraquage idéologique et publicitaire;
- 2- Pour parvenir à de telles pratiques, il faut commencer par les expérimenter concrètement et ne pas simplement s'en tenir au discours moralisateur;
- 3- Ces pratiques sont à généraliser, à fédérer, et constituer l'essence même de l'alternative politique à mettre en place.

L'exemple pris est limité à une activité très particulière, c'est vrai. Notre intention est de faire en sorte que ce soit l'ensemble des activités humaines qui correspondent à cette pratique. Cet exemple, tout son intérêt est là, nous illustre une méthode pour y parvenir, car c'est bien à un problème de méthode que nous nous heurtons... On ne sait pas comment s'y prendre. On a des idées, mais comment les faire partager et les concrétiser? L'essentiel de notre manière d'agir politiquement est fondé sur la prédominance du discours, la volonté de convaincre, d'obtenir l'adhésion à la rationalité de notre démonstration. Le problème c'est que la collectivité ne fonctionne pas de cette manière, de même que le mécanisme de la prise de conscience, surtout dans un monde où l'information est totalement manipulée et soumise aux puissances financières et commerciales qui ont intérêt à ce que rien ne change.

On est loin de l'écologie officielle, celle des pouvoirs publics et des partis politiques, qui est une véritable escroquerie politique. L'écologie a subi ce contre quoi elle se bat: elle est devenue un argument de marketing politique, à consommer sans modération, mais dans le cadre strict du système marchand dont elle respecte les principes. Cette escroquerie a donné naissance au «développement durable», véritable chimère politicienne qui permet à la fois de sécuriser le citoyen au regard des questions écologiques et de continuer à détruire l'environnement.

Si tout ce qui vient d'être dit est exact, c'est à une véritable mutation de l'action politique à laquelle nous devons procéder. Le fonctionnement politique traditionnel est «hors jeu». L'alternative ne passe pas par un changement politique à la tête de l'Etat, mais par une pratique économique et politique qui fondera de nouveaux rapports sociaux (voir l'article «TRANSITION»).

Patrick Mignard

Le 7 Août 2004, 22:27

Transition

Lu sur [Construire un monde solidaire](#): "C'est le processus qui consiste à passer d'un système social à un autre système social. Moment délicat à analyser et... l'Histoire l'a prouvé, impossible à prévoir... seule l'étude à posteriori donne des éléments d'explication. C'est en étudiant ce « passage » que l'on se rend compte en quoi l'Histoire... et toutes les « sciences » afférentes (économie, sociologie, psycho-socio, science po...) n'est pas une science exacte. C'est ce qui explique certainement, du moins en partie, que ce phénomène est devenu objet de spéculation et enjeu politique, source de toutes les manipulations... il faut dire qu'il y va de l'intérêt historique des classes sociales.

De même que l'Homme a essayé de dominer la Nature, il croit pouvoir dominer l'Histoire.

Jusqu'au 18e siècle, les hommes faisaient l'Histoire « sans le savoir ». Les changements avaient lieu, mais ils n'étaient pas « théorisés » en tant qu'évènements historiques expliquant le mouvement de l'Histoire. La citoyenneté (responsabilité à l'égard de l'Histoire) et les valeurs laïques (les Hommes ne sont plus soumis à Dieu), ont placé l'être humain au gouvernail de l'Histoire... l'Histoire est devenue consciente... ou conscientisée. Se sont alors posées les trois traditionnelles questions : où ? comment ? et quand ? Quel projet ? Comment y parvenir ? et quand situer l'action pour cela ? Ces trois questions ont hanté, et hantent encore, la réflexion politique. C'est autour de ces trois questions que se sont constitués les partis politiques, les équipes dirigeantes, et les stratégies politiques.

La perte du sens de l'Histoire

Un curieux phénomène s'est développé, et ne fait jamais l'objet de la moindre réflexion : le moyen a fini par primer sur l'objectif.

Quoique ce soit regrettable, nous allons le voir, cette dérive s'explique et est source d'erreurs tragiques.

La victoire de l'économie de marché a été la « victoire » du rationalisme et... paraît-il des droits de l'homme. L'exclusion de la divinité en matière de légitimation du pouvoir a fait conclure, un peu rapidement, que les fondements de la « société démocratique » étaient définitivement établis et que donc, le système marchand était indépassable et ne nécessitait que de quelques aménagements techniques. C'est cette idée qui est profondément ancrée dans les esprits et, bien entendu, largement reprise et assénée par l'idéologie officielle, de droite comme de gauche.

Il faut dire que cette attitude n'est pas spécifique au système marchand. Cet « égocentrisme historique » qui fait croire que le système dans lequel on vit est indépassable est commun à peu près à tous les idéologues et à toutes les époques. Mais, avant le 18e siècle, cette attitude n'est pas surprenante dans la mesure où, comme je viens de le dire, on n'a pas réellement conscience de l'Histoire.

Aujourd'hui le problème ne se pose plus du tout de la même manière, au contraire. Hormis celles et ceux, nous dirons les « conservateurs », qui, consciemment et volontairement, veulent reproduire le système existant, les adeptes et « théoriciens » du changement ont une conscience aigüe de ce changement... ils théorisent ce changement, voire ils le « modélisent ». A partir de là deux attitudes apparaissent :

celle qui consiste à utiliser les formes légales proposées par le système, formes qui renvoient toujours à sa gestion... autrement dit qui ne changent rien,

celle qui consiste à « penser » le nouveau système, à partir de valeur, d'aspirations, de principes et à en exiger l'instauration immédiate... « il n'y a qu'à ! »

La première attitude conçoit un Changement, par essentiellement, le changement du personnel politique à la tête de l'Etat. Il est fait l'hypothèse que, par petites touches, le système dans son ensemble va qualitativement se transformer en un autre système (?). Toutes les expériences, sans exception, ont montré que cette méthode, si elle atténue, ou peut atténuer, conjoncturellement, les conséquences du fonctionnement du système marchand, n'aboutissent jamais à un changement radical... et ceci est surdéterminé aujourd'hui par la mondialisation qui relativise le pouvoir des Etats-Nation.

La deuxième attitude consiste à nier globalement, à exiger l'abolition immédiate et radicale du système marchand et à appeler à l'élaboration d'un autre système dont on énonce simplement les principes.

Si la première attitude peut-être qualifiée de, finalement, conservatrice, la seconde comporte une bonne dose d'incantation magique.

Entre les deux, bien sûr, des nuances avec à terme, il suffit de voir l'évolution des organisations et des individus, un ralliement à l'une ou à l'autre.

Le « changement » est posé, dans tous les cas, en terme de « pouvoir » et exclusivement en terme de « pouvoir »... au point que la finalité du changement semble être la « prise du pouvoir ». Comment en est-on arrivé à une telle dérive ? Deux explications, liées entre elles, peuvent être avancées :

le système marchand s'est bâti sur une ambiguïté qui n'a jamais été relevée : l'instrumentalisation de l'individu (salarial) et son statut de citoyen (voir l'article DECADENCE). Cette situation a rationalisé le système au point de le rendre aux yeux de tous indépassable.

le rôle de l'idéologie de la « démocratie marchande » qui a su imposer comme incontournable un système de fonctionnement politique qui assure la reproduction du système politique (la

fameuse « alternance » à laquelle la classe politique tient tant... et pour cause).

Ainsi le « sens » de l'Histoire a été complètement oublié au profit d'une illusion réformatrice.

Le retour à l'Histoire

A y regarder de près, le passage d'un système à un autre ne se fait pas par la simple « conquête du pouvoir » qu'elle soit légale ou violente.

Que le pouvoir joue un rôle important dans l'Histoire, c'est une évidence, mais contrairement à une croyance bien ancrée, elle n'est que l'aboutissement d'un processus. Exemple : la bourgeoisie commerçante ne prend pas véritablement le pouvoir en France le 14 juillet 1789... en fait elle le prend, ou du moins elle le prépare, durant les 8 siècles qui ont précédé cette date. La Révolution Française n'est que l'aboutissement politique de l'établissement d'un système qui a miné (économiquement, moralement et idéologiquement) l'Ancien régime au point de le rendre incohérent et insupportable. Ce qui prime donc, ce n'est pas la « prise du pouvoir » en elle-même, mais le « sens » qu'elle a au regard des nouveaux rapports sociaux qui sont susceptibles de « prendre le relais » des anciens. C'est la maturité économique, politique et idéologique de ces nouveaux rapports qui crée les conditions historiques du changement... se pose alors, et seulement alors, le problème de la prise institutionnelle du pouvoir politique.

A contrario l'Histoire montre qu'une prise du pouvoir, qu'elle se fasse de manière légale ou violente, indépendamment de ce que je viens d'appeler les conditions historiques, est vouée à l'échec... l'exemple le plus significatif est l'exemple soviétique, mais on peut prendre aussi le cas de Lula au Brésil et de multiples autres exemples de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

La transition d'un système à un autre système, autrement dit le « Changement », l'illustration de « Un autre monde est possible » (slogan « marketing », aujourd'hui sans contenu et purement mythique) ne peut s'envisager que dans cette problématique. Ceci veut dire que l'on ne peut pas improviser le changement ou le considérer comme quelque chose qui « va de soit » une fois que l'on a accédé au pouvoir. Ceci veut dire que si l'Homme est acteur de l'Histoire il ne l'est pas n'importe comment et pas dans n'importe quelles conditions.

La tâche actuelle n'est donc pas d'user ses forces dans des opérations médiatico électorales, au cours desquelles les déclarations ne sont que des incantations plus ou moins gratuites (encore que ça coûte cher en énergie et en argent), mais d'œuvrer à la mise en place de pratiques sociales, de relations sociales et de les fédérer en vue d'un projet global.

Concrètement ça veut dire quoi ? Tout simplement (si j'ose dire) qu'il est temps d'avoir des pratiques sociales nouvelles, en conformité avec les valeurs que nous proclamons et véhiculons. Des pratiques de production, de consommation, d'échange et même de luttes (Voir l'article « DROIT DE GREVE ET SERVICE PUBLIC » qui prouvent deux choses : l'absurdité et la malfaisance du système marchand, mais aussi la validité concrète des valeurs et des principes que nous proclamons. Ces pratiques existent localement et même mondialement mais elles ne sont jamais prises en considération dans une stratégie politique, elles ne sont pas fédérées pour constituer une stratégie de changement, elles ne servent que d'illustrations exotiques à des discours grandiloquents sans véritable portée.

Développer ces actions, penser ces actions, fédérer ces actions devrait constituer l'essence même d'une véritable politique de changement. Alors oui, « un nouveau monde » ne sera pas un vœu pieux mais pourra devenir une réalité.

Patrick MIGNARD, 2004

Source

Patrick Mignard sur endehors.org/texts/patrick-mignard